

625

REPUBLIQUE RWANDAISE  
MINISTERE DE LA JUSTICE

PARQUET  
DE LA REPUBLIQUE

PV n°143 /Dossier n°  
/CRIM/KK/KGL/95

Dossier n°57/95 J.I. VANDERMEERSCH

## PRO JUSTITIA

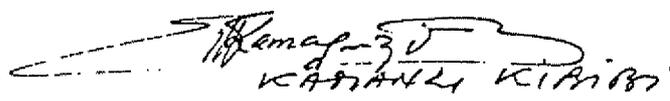
L'an mil neuf cent  
nonante-cinq, le seizième jour du mois  
de juin à 15.35 heures

devant nous, KAMANZI  
Kibibi, Inspecteur de police judiciaire  
près le Tribunal de Première Instance à  
Kigali, nous trouvant à Kigali et y  
résidant, Inspecteur de police  
judiciaire à compétence générale  
agissant en cette qualité en vertu des  
articles 1 et 2 du Code de procédure  
pénale,

dans le cadre de la  
commission rogatoire internationale de  
Monsieur Damien VANDERMEERSCH, Juge  
d'instruction près le Tribunal de  
Première Instance de Bruxelles  
(Belgique),

en présence de :  
Monsieur Damien VANDERMEERSCH, Juge  
d'Instruction près le Tribunal de  
Première Instance à Bruxelles  
(Belgique)  
Monsieur Luc VER ELST-REUL, Substitut du  
Procureur du Roi à Bruxelles,  
Madame MOIJENS, Greffier du juge  
d'Instruction VANDERMEERSCH

nommé(e)  
BAVUGAMENSHI Innocent, colonel, né en  
1952, à Cyangugu, domicilié à Kigali  
qui en qualité de témoin, nous déclare  
ce qui suit, en langue de son choix.

  
KAMANZI KIBIBI

PREVENTION :  
Génocide  
Crime contre l'humanité  
(Décret-loi 08/75 du  
12/02/1975)

PREVENU(S):  
BAGOSORA Théoneste et  
cts

Plaignant:  
Office du  
Procureur Public

OBSERVATIONS:  
aud. BAVUGAMENSHI



J'occupais la fonction dans la gendarmerie de lieutenant colonel et j'avais la responsabilité de la sécurité des membres du gouvernement et de certains chefs de partis politiques.

La GP s'occupait uniquement de la protection du président de la république. Suite aux affrontements entre les partis, il y a eu l'idée, en 1990, je crois, de créer une protection du gouvernement et de chefs de partis. On a demandé cette protection à la gendarmerie. Avant il n'y avait de protection que pour le président.

Par après il y a eu un accord entre le gouvernement rwandais, la minuar et le FPR, fin 1993 je crois, disant que la Minuar assurerait la sécurité dans la ville de Kigali. En effet on voulait retirer les armes de la ville. La Minuar a donc assumé la sécurité et a remplacé les brigades de la gendarmerie. Il ne me restait que deux trois ou quatre gendarmes avec la minuar. Les accord disaient qu'il ne fallait pas plus de 10 gendarmes rwandais par VIP et ces gendarmes devaient rester à l'intérieur de l'enclos. Il ne se déplaçaient pas avec les autorités. Les escortes et la garde extérieure étaient assurés par la Minuar.

C'est ce système qui était en vigueur en avril 1994.

Chez Madame Agathe UWINGILYIMANA, il y avait normalement 10 gendarmes mais cette nuit là il n'y en avait que quatre ou cinq. JE ne sais pas combien il y avait de gens de l'ONU. EN général ils étaient à 13 équipés de radios et de jeeps mitrailleuses.

EN fait il n'y avait pas de coordination entre moi-même et la Minuar.

Je ne sais pas qui étaient les gendarmes présents dans la parcelle d'Agathe ce jour-là. Leur chef était GASAMAZA, premier sergent. Il serait actuellement au Zaïre.

Je ne me souviens pas du nom des autres.

Il y a moyen de retrouver ces noms. Je vais essayer.

\*\*\*

J'ai appris l'attentat sur l'avion présidentiel le soir des faits. Je n'ai pas entendu l'explosion de l'avion. J'étais chez moi. J'ai été averti peu après les faits, dans la soirée. Quelqu'un ma téléphoné. J'avais un émetteur récepteur mais je n'étais pas à l'écoute. Un de mes gendarmes m'a sonné et m'a dit de me mettre à l'écoute. Je l'ai fait et j'ai pu capter les gendarmes qui étaient à l'aéroport. Ils disaient qu'ils venaient de voir du feu dans le ciel et que

*Katanzu Kiziba*  
KATANZI KIZIBA

13

quelque chose était tombé.

J'ai continué à suivre la radio jusqu'au moment où j'ai appris qu'il s'agissait bien de l'avion présidentiel.

J'ai alors téléphoné aux deux premiers ministres, Agathe et Faustin TWAGIRAMUNGU.

EN fait j'ai téléphoné aux gendarmes qui assuraient leur garde et pour Agathe j'ai eu le premier sergent GASAMAZA.

Je leur ai demandé s'il y avait suffisamment de gens de Minuar. Ils m'ont dit que oui.

Par après j'ai téléphoné au quartier ministériel. Presque tout les ministres habitaient dans ce quartier à côté du camp GP. Là, j'ai contacté un gendarme pour lui demander s'il avait vu ce qui venait de se passer, soit la chute l'avion. Ils ont répondu que les GP tiraient déjà. D'ailleurs je l'entendais. Ils ont dit que les GP venaient de boucler le quartier ministériel et étaient en train de dire que c'était l'avion présidentiel président qu'on venait d'abattre. Je ne sais plus le nom du gendarme que j'ai eu en ligne.

EN fait il y a vait une permanence de gendarmerie dans ce quartier et la permanence avait un téléphone. Dans ce quartier, je ne protégeais que des ministres d'opposition. Ce sont des militaires qui protégeaient les autres ministres du MRND. Cela avait été décidé par le Ministère de la défense.

J'avais quatre ou cinq ministres dans le quartier qui avaient quatre ou cinq gardiennes. J'avais donc établi une permanence avec un téléphone pour être relié avec le quartier.

Le quartier était donc bouclé par les militaires de la GP. On m'a dit que les ministres qui n'étaient pas de l'opposition avaient été conduits au camp de la GP, et que les militaires avaient dit aux autres ministres de rester strictement chez eux.

J'ai tout de suite pressenti ce qui allait se passer parce qu'on avait fait une différence entre les deux groupes de ministres.

EN fait la Minuar assurait la protection générale, globale du quartier des ministres mais ils n'avaient pas de personnes stationnée devant leur domicile. C'étaient plutôt des patrouilles de deux ou trois véhicules, pour ce que j'ai pu constater puisque nous n'avions pas de coordination.

J'ai téléphoné au QG de la Minuar, au secteur Kibat.

  
KIBANZI KIBIKI

J'ai eu un bengladeshi. Il parlait anglais.

Je voulais contacter le colonel MARCHAL responsable de la sécurité dans Kigali. Je l'ai eu au téléphone. Je lui ai expliqué la situation des VIP. Je lui ai dit qu'il fallait absolument renforcer leur sécurité. Il m'a dit "OK, on va voir ce qu'on va faire". Cela devait se situer peu avant minuit.

Mon téléphone sonnait tout le temps et j'étais surtout à l'écoute des nouvelles. Ma radio ne me mettait en contact qu'avec les chefs de pelotons mais je n'avais pas de contact avec les gendarmes qui étaient en garde. Il y avait aussi un poste chez les deux premiers ministres et chez moi.

J'ai téléphoné aussi à l'EM de la gendarmerie pour avoir le général NDINDILYIMANA que je n'ai pas pu avoir de toute la nuit. Il n'était ni là ni chez lui. Cela répondait mais à l'EM la permanence m'a répondu qu'il n'était pas là et chez lui sa femme me disait qu'il n'était pas rentré. Je ne savais pas où le joindre.

J'ai appris ensuite qu'il avait été voir où était tombé l'avion. Il n'avait pas de radio.

J'ai laissé un message à l'officier de permanence. J'ai demandé d'envoyer au moins une unité pour contrecarrer la GP. J'avais entretemps appris que la GP avait déjà tué le chef de cabinet du ministère des affaires étrangères qui habitait le quartier. C'est sa femme qui m'avait téléphoné.

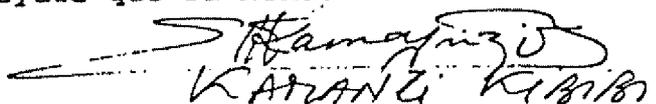
Pour moi la situation était claire. Les ministres de l'opposition avaient été sommés de rester chez eux, les ministres du MRND avaient été mis sous protection au camp des gardes présidentielles et le quartier avait été bouclé. Je m'attendais donc à ce que les ministres de l'opposition soient enlevés ou tués.

Un officier de la gendarmerie m'a dit que la gendarmerie ne pouvait pas se battre contre l'armée et qu'il valait mieux prendre contact avec l'EM de l'armée. Cet officier s'appelait RWARAKABIJE, Paul, lieutenant colonel.

Je lui ai téléphoné plusieurs fois et il m'a dit qu'il avait averti l'EM de l'armée.

J'ai encore eu des contacts avec les personnes qui étaient à la permanence de la Minuar. Je leur demandais toujours d'intervenir vite. Ils me disaient qu'il allaient transmettre mon message à qui de droit.

Je croyais que la Minuar faisait le nécessaire.

  
KARANU KIBIBI

Toute la nuit j'ai eu des contacts avec les gendarmes qui assuraient la protection d'Agathe. Il n'y a rien eu de spécial jusqu'au matin, disons jusqu'à 4h30, 5 heures. A cette heure là on m'a dit que cela allait. Le premier ministre Agathe habitait à côté de la résidence présidentielle et on m'a dit que les GP de cette résidence avaient mis une barrière sur la rue. Sinon rien ne se passait de spécial chez les deux premiers ministres.

Dans le quartier ministériel, la GP avait conduit le président de la cour de cassation vers une destination inconnue. J'ai appris cela vers la même heure. J'ajoute que pour les heures, je ne peux pas être précis.

Le matin, ; je suis allé voir moi-même voir le colonel MARCHAL dans son bureau. J'avais entretemps redemandé à l'EM de gendarmerie s'il faisaient quelque chose. L'officier de permanence me disait qu'il avait transmis le message et qu'il n'avait pas encore eu de réponse. De mon côté je constatais que rien ne se passait.

J'ai expliqué au colonel MARCHAL toute la situation. Je lui ai dit que les GP avaient déjà emmené le président de la cour de cassation et que donc le sort des autres était incertain. Je lui ai communiqué aussi ce que j'avais dit à l'EM de gendarmerie.

Il m'a dit que durant la nuit, il avait envoyé une patrouille de reconnaissance dans le quartier ministériel, que la situation n'était pas très grave d'après ce qu'on lui avait dit mais que si la situation s'aggravait, il allait appeler ses blindés qui se trouvaient à REMERA.

Je lui ai dit qu'il fallait renforcer la protection des deux premiers ministres, qu'on ne savait jamais. Je lui ai dit la situation de mon unité et ce que j'avais demandé à l'EM.

Il m'a dit "pour neutraliser les GP, il faut une unité comme le bataillon de reconnaissance ou le bataillon de para-commando".

On s'est séparés, MARCHAL m'ayant laissé entendre qu'il allait faire quelque chose sans me préciser quoi. J'étais contents de toute façon parce que la protection de Kigali et des VIP était de la charge de la minuar.

Je suis rentré au camp de KAKIRU et là j'ai reçu un message qui appelait à une réunion à l'ESM tous les commandants des secteurs opérationnels et tous les commandats des unités de Kigali (armée et gendarmerie).

*Stamajuzo*  
KARANKI KIMBI

B

Ce message venait du ministère de la défense. C'était un message radio. Je suis allé à cette réunion. C'était vers 8h30 ou 9 heures.

La réunion était dirigée par le Colonel BAGOSORA qui était le chef du cabinet du Ministre. Le général NDINDILYIMANA était présent à ses côtés mais ce n'était pas lui qui présidait. Je pense que la fonction prime celle de chef de cabinet du Ministère de la défense prime celle de chef d'EM.

Le colonel BAGOSORA nous a confirmé que c'était bien l'avion présidentiel qui avait été abattu. Il nous a dit le nom de ceux qui étaient morts, ce compris le chef d'état-major de l'armée. Il demandait que ce soit l'armée qui prenne la situation en mains. Il voulait qu'un état d'urgence soit déclaré où le pouvoir revenait à l'armée.

Il y eut alors discussion. Les commandants des opérations venaient de différents fronts et ont dit qu'étant donné la situation, il était difficile à faire le combat contre le FPR qui apparemment avait recommencé et en même temps faire de l'administration des affaires de l'Etat.

Beaucoup d'officiers ont suggéré que les militaires essayent de créer un climat qui favorise la rencontre des chefs politiques pour décider de ce qui allait être fait pour que le pays soit doté d'un nouveau président.

Cette position a finalement été retenue, BAGOSORA ayant été mis en minorité. Il n'y a pas eu de vote à proprement parler mais une discussion. C'est surtout les gens qui étaient au front qui ne voulaient pas cumuler fonctions militaires et administratives. EN fait BAGOSORA voulait un coup d'Etat mais n'a pas réussi. Il allait se faire président. Ceci n'a pas été dit, c'est mon analyse personnelle.

NDINDILYIMANA a dit qu'il fallait calmer les militaires. EN effet cela commençait à tirer un peu partout. Il a aussi dit qu'il fallait permettre de réunir les chefs politiques.

Pendant la réunion, il y a eu des coups de feu. Comme nous étions dans une salle, on ne savait pas d'où cela venait. Personne n'est venu nous expliquer quel était le problème. A un moment il y a eu des coups de feu et nous sommes sortis de la salle pour voir ce qui se passait. Des militaires qui étaient à l'extérieur, notamment les chauffeurs qui nous attendaient ont dit que c'était la Minuar qui venait de se déplacer et qui tirait. Nous sommes alors retournés dans la salle.

Je ne sais pas si quelqu'un s'est mis en contact avec la Minuar. Vous me demandez si les responsables de la

*Kamugabo*  
KAMUGABO KAMUGABO

*3/26*

*1*

réunion n'auraient pas dû prendre contact alors avec la Minuar puisqu'il semblait que des coups de feu étaient échangés avec la minuar. EN fait ce n'est pas cela qu'on nous avait dit. On nous a dit que les militaires de la Minuar tiraient en l'air.

La réunion s'est terminée vers 10 ou 11 heures.

Vous me demandez si on a évoqué lors de la réunion les problèmes qui se passaient dans le quartier des ministres, et notamment de l'enlèvement du président de la cour de cassation. Ce problème était connu de tous.

Lors de la réunion on a parlé de la GP. Malheureusement le commandant de la GP n'était pas venu à la réunion. NDINDILYIMANA avait dit à tous qu'il fallait calmer les militaires, en commençant par ceux de la GP qui sont en train d'enflammer la ville.

Vous me demandez si des ordres en ce sens devaient être transmis au commandant de la GP. Je ne sais pas. EN principe oui. ~~NON~~ principe c'était l'EM de l'armée qui devait lui donner des ordres. Vous me demandez, puisque le chef d'EM était mort, qui devait donner les ordres. Je ne sais pas qui devait le faire mais il devait y avoir quelqu'un qui le remplaçait. Il y a toujours quelqu'un qui le remplace en son absence.

Vous me demandez si lors de la réunion on a évoqué le remplacement du chef d'EM. Ce point n'a pas été évoqué en ma présence. Je ne m'en souviens pas. J'ai appris que GATSINZI prendrait le poste par un message mais je ne me souviens pas à quelle heure.

Après la réunion, je suis sorti.

ALors que je montais dans ma voiture, mon chauffeur m'a informé de ce qu'Agathe venait d'être tuée.

Il m'a dit que les coups de feu que nous avions entendus venaient de chez le premier ministre et que les militaires de la Minuar qui étaient chez le premier ministre étaient au camp de Kigali, qu'il les avait vu passer avec les GP et que c'est pour cela que la Minuar avait tiré.

Mon chauffeur était le caporal BITORWA

Il ne m'a pas précisé si les militaires étaient à pied ou en voiture.

Je me suis pressé de retourner à KACYIRU parce que j'avais laissé la surveillance à un de mes chefs de peloton.

EN fait je n'ai pas eu le temps de voir si les autres

*Thamara*  
*Wahinda Kibizi*

étaient au courant ou pas de ce que mon chauffeur me disait.

Je voudrais ajouter qu'il y avait un climat très tendu, et cela en général. Personne ne faisait confiance à personne. Moi-même je me sentais candidat à la mort. Cela était déjà le cas avant les événements et au moment où le président est mort, beaucoup se disaient que c'était leur tour, que c'était fini pour eux. C'était notamment mon cas.

Lorsque je suis arrivé à Kacyiru, mon chef de peloton m'a dit que téléphone chez Agathe avait été coupé, que la radio du premier sergent GASAMAZA ne répondait plus. Il m'a dit que, avant que le téléphone du corps de garde chez le premier ministre ne soit coupé, le premier sergent GASAMAZA avait annoncé que les militaires de la GP qui étaient à côté de la résidence du Premier ministre avaient été renforcés. On avait amené des soldats et des véhicules blindés.

C'était le dernier message de GASAMAZA.

J'ai eu confirmation qu'Agathe avait été tuée dans les minutes qui ont suivi mon retour à KACYIRU.

C'est un gendarme qui faisait partie de sa protection qui aurait téléphoné à un de mes collaborateurs.

En ce qui concerne les casques bleus, je n'ai appris leur mort que bien plus tard, par la rumeur.

J'ai rencontré un gendarme deux jours plus tard qui m'a dit que les GP étaient venus, avaient désarmés les militaires de la Minuar, que ceux-ci n'avaient opposé aucune résistance. Les gendarmes ne se sont pas battus parce que la Minuar qui était mieux armée qu'eux, était déjà neutralisée.

Il m'a raconté qu'ils avaient essayé de cacher le premier ministre, dans une maison voisine habitée par des sénégalais. C'est là que les GP sont allés la retrouver.

Il m'a dit qu'après les GP avaient conduits les casques bleus, mais il ne savait pas où.

Les gendarmes qui s'occupaient de la protection des personnalités qui sont mortes se sont dispersés et moi-même j'ai été muté une semaine plus tard. J'étais en fait recherché par la GP pour que je dise où se trouvait Faustin TWAGIRAMUNGU. J'ai fait le maquis. A partir de ce moment là je ne contrôlais plus l'unité.

\*\*\*

NTUHYAHAGA était de la même promotion que moi mais il

*Stamantzi*  
*KARAKI wibizizi*

13

avait eu des retards dans son avancement et il n'était que major.

Vous me dites que SIBOMANA Stanislas a déclaré que je lui aurais dit que NRUYAHAGA avait été chargé de mener l'enquête sur la mort des casques bleus. Je ne lui ai jamais dit cela. Il se trompe.

NTUYAHAGA devait être dans le secteur de BYUMBA. Je ne sais pas s'il était présent lorsque les casques bleus ont été emmenés. Je ne l'ai pas revu après le 7 avril et n'ai donc jamais pu lui en parler.

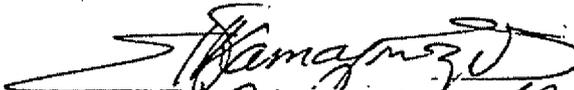
Pendant trois semaines, je me suis caché puis j'ai été muté à CYANGUGU d'où je suis revenu pour aller à Gako puis ici.

Audition terminée à 17.45 heures  
Lecture faite, persiste et signe.

182-3

Je jure que le présent PV est sincère.

L'inspecteur de Police judiciaire,

  
Stanislas Sibomana